

Extrait du Revue du Mauss permanente

<http://www.journaldumauss.net>

# Refonder l'université. Pourquoi un manifeste ?

- Gazette - Débats -

Date de mise en ligne : lundi 25 mai 2009

---

**Revue du Mauss permanente**

---

*Le Monde* (le 15 mai 2009), puis *Libération* (le 22 mai) ont donné un large écho à un [Manifeste pour une refondation de l'Université](#) signé par trente « premiers signataires » dont les noms, pour nombre d'entre eux ne pouvaient que marquer l'opinion publique : deux membres de l'Académie des sciences (Jean-Pierre Demailly, Pierre Encrenaz) ; le juriste Olivier Beaud (appuyé par ses collègues Guy Carcassonne, Frédéric Sudre ou Olivier Duhamel), dont les critiques des décrets d'application de la loi LRU ont été partout ressenties, à droite ou à gauche, comme les plus justes, les plus précises et les plus pertinentes ; le philosophe Marcel Gauchet auquel tant *Le Monde* que *Libération* venaient d'ouvrir plus que largement leurs colonnes, épaulé par deux autres philosophes de l'EHESS Bruno Karsenti ou Vincent Descombes ; cinq présidents d'université ou assimilés (Olivier Christin, Yves Lichtenberger, Bernadette Madeuf, Philippe Rollet, Pierre Sineux) etc. Une semaine plus tard il avait déjà recueilli près de 5000 signatures issues de la communauté universitaire. Et suscité, parallèlement, un article de Valérie Pécresse se réjouissant, dans *Le Monde* à son tour, d'y trouver de fortes convergences avec sa propre politique (ce qu'il nous fallut démentir dès le lendemain par un communiqué à l'agence France Presse) ou, à l'inverse, tout un ensemble de critiques plus ou moins vives de la part de certains membres nous disons bien « certains » - de la Coordination nationale des universités, de Sauvons l'Université, du Syndicat national des chercheurs ou du conseil scientifique d'ATTAC etc.

Ces critiques reprochent au Manifeste soit d'être trop mou, trop vague et indéterminé, soit, au contraire, d'énoncer tout un ensemble de propositions trop précises pour ne pas être dangereuses. On lui fait grief également, et ceci explique largement cela, de ne pas faire état des luttes des derniers mois, d'émaner d'une poignée de mandarins parlant du haut de leur tour d'ivoire sans se soucier de préciser leurs rapports avec toutes les organisations mobilisées de longue date contre la loi LRU et sans tenir compte des multiples analyses et motions déjà élaborées dans de multiples instances de résistance ou de débat depuis des mois ou des années.

Comme le MAUSS a été l'initiateur de ce Manifeste, comme ce dernier reprend certaines nous disons bien « certaines » - des « onze modestes propositions de réforme » présentées par François Vatin (principalement) et Alain Caillé (secondairement) dans le tout dernier numéro de *La revue du MAUSS*, le numéro 33 intitulé « L'Université en crise. Mort ou résurrection ? », il ne nous paraît pas inutile d'expliquer brièvement pour quelles raisons nous avons cru devoir nous lancer dans cette aventure. En précisant d'entrée de jeu que ces explications ne prétendent en rien donner la vérité de ce Manifeste, et d'autant moins que sa valeur principale à nos yeux est justement de se prêter à de nombreuses lectures possibles. D'amorcer un processus et non de dresser un catalogue de recettes ou de réformes à prendre ou à laisser.

## **Ce que dit le numéro du MAUSS sur l'Université**

La plupart des critiques au Manifeste provenant de la gauche d'une certaine gauche, il convient sans doute de signaler qu'elles pourront trouver beaucoup d'éléments allant dans leur sens dans ce numéro du MAUSS. Et d'abord dans le constat de la dégradation massive du statut de l'Université et du savoir amorcée depuis une vingtaine d'années mais fortement accélérée ces tout derniers temps. Cette dégradation tient à trois évolutions étroitement corrélées, respectivement la mercantilisation, la quantification et la fragmentation du savoir. Le premier point est clairement mis en lumière par Alberto Bialakowski, Sandrine Garcia, Christian Laval ou Ahmet Insel. Ce n'est pas que tout le savoir soit désormais produit ou transmis directement en vue d'être vendu, mais il y a là une tendance forte une tendance à la transformation d'un savoir traditionnellement conçu comme un bien commun de l'humanité en un ensemble dénombrable de connaissances appropriables privativement mais, de plus en plus sa gestion se retrouve subordonnée à une norme marchande ou quasi-marchande, comme s'il était, note A. Insel en reprenant des

analyses de Geneviève Azam, devenu à son tour une « marchandise fictive » (au sens de Karl Polanyi) et se retrouvait ainsi « soumis formellement au capital » (au sens de Marx). Cette quasi-mercantilisation du savoir est fortement facilitée et accélérée par sa quantification. Michel Berry, Michel Blay, Grégoire Chamayou ou Giuseppe Longo offrent des critiques ravageuses et décisives de toute l'évaluation quantitative de la recherche, de la bibliométrie qui a désormais force de loi en matière de science. Le problème qu'elle pose n'est pas seulement qu'elle est arbitraire à un degré qu'on ne soupçonnerait guère, sans aucun rapport effectif avec la qualité du savoir évalué. Plus grave encore, en incitant les chercheurs à ne produire que des connaissances évaluables selon ces procédures, elles induisent un conformisme massif et une stérilisation du travail de la connaissance. Enfin, la fragmentation du savoir due à la multiplication des disciplines, des sous et des sous-sous disciplines, chacune dotée de son propre appareil d'évaluation quantitative, produit un autisme collectif du champ académique. James Galbraith ou Geoffrey Hodgson n'ont ainsi pas de mal à rappeler que les économistes n'ont rien vu venir de la crise actuelle, et à expliquer pourquoi. De même Henry Mintzberg, le pape internationalement reconnu du management montre comment les grandes Business Schools produisent en série des managers incapables de manager correctement.

Plus spécifiquement, la présentation de ce numéro du MAUSS rappelle comment la loi LRU et les décrets qui l'ont suivie doivent être compris comme le résultat du désir d'appliquer à l'Université les doctrines du New Public Management partout dominantes dans le monde sous l'effet du néolibéralisme. C'est le même fond idéologique qui inspire les réformes de l'Hôpital ou de la Justice. Mais cette application présente en France des traits particuliers qui expliquent largement que même les courants de pensée qui pourraient être favorables à ces doctrines se retrouvent en définitive peu à peu dressés contre elles. Tout d'abord ces réformes interviennent tardivement au regard d'autres pays qui commencent justement à en revenir, et d'autant plus que la crise financière et économique mondiale actuelle ne plaide pas précisément en leur faveur. Par ailleurs il convient d'observer que là où elles ont été appliquées avec quelque succès, *i.e.* là où elles ont en effet suscité un certain dynamisme en favorisant une autonomie et une responsabilité accrues des agents de l'État, elles avaient été précédées de longues campagnes d'explication qui avaient permis de générer un assez large consensus. Rien de tel en France où la doctrine qui semble inspirer nos élites dirigeantes est que la fonction publique étant radicalement irréformable il convient d'avancer masqué et de mettre en place des procédures contraignantes sans énoncer leurs finalités en espérant que les choses marcheront toutes seules, par l'unique vertu des logiques objectives et sans qu'il y ait besoin de produire des motivations subjectives adéquates chez les fonctionnaires ainsi réformés d'autorité.

Or, évidemment, rien ne peut véritablement marcher ainsi. Si bien que même les partisans de la réforme commencent à se retourner contre elle lorsqu'ils commencent à s'apercevoir que sous couvert d'autonomie et de décentralisation c'est à une réduction de leurs moyens qu'ils se retrouvent en fait confrontés et que loin de gagner des marges de manœuvre vis-à-vis du pouvoir central ils sont en fait soumis à des contrôles a priori de plus en plus stricts et nombreux. Paradoxe de l'autonomie et de la décentralisation à la française qui servent en définitive toujours à renforcer encore plus le pouvoir central. À quoi il convient enfin d'ajouter que la spontanéité pas toujours contrôlée du président Sarkozy lui a fait vendre la mèche en révélant tout le mépris et la haine qu'il voue aux institutions qui font l'ossature de la société française, l'Université, l'Hôpital la Justice etc.

Institution (s), voilà sans doute le mot central, le mot-clé de la situation actuelle, à l'Université et ailleurs. C'est la dimension institutionnelle de la société qui est attaquée. C'est elle qui est défendue par les manifestants ou les grévistes, elle qu'il faut défendre. « Il faut défendre l'institution » pourrait-on dire en somme. Telle est dans le numéro du MAUSS la conclusion d'Olivier Favereau et Christian Bessy, de Vincent Descombes ou Michel Freitag. Mais une telle défense de l'institution est-elle de gauche ? Progressiste ou bien réactive ? Régressiste ? Bien malin qui le dira ou qui croira pouvoir trancher aisément. Le propre de la situation actuelle est que face au démantèlement des institutions prôné par le New Public Management, c'est parfois, souvent (mais pas toujours) la défense de l'existant ou des normes anciennes de l'institution qui est progressiste.

## Pourquoi le Manifeste

Voilà qui permet d'en venir maintenant plus spécifiquement à la raison d'être, selon nous, du Manifeste pour une Refondation de l'Université. Pour le dire brutalement, face à la politique menée par le gouvernement nous n'en sommes plus à nous demander ce qui est de droite, de gauche ou du centre. C'est tout simplement une question de (sur)vie ou de mort de l'Université française qui est posée. Ce qui interdit de bien comprendre le sens de cette affirmation, qui peut paraître tout d'abord très excessive, c'est la confusion constante entre Enseignement supérieur et Université. Nul doute que le gouvernement entend bien préserver et développer le premier [1], mais il semble en revanche très largement décidé ou résigné à laisser dépérir des pans entiers de l'institution universitaire. Qu'on lui prête ou non des intentions malignes, le résultat est là : de moins en moins d'étudiants désormais s'inscrivent à l'Université dans le domaine des sciences exactes, des Lettres, des Sciences humaines et sociales ou même des Sciences économiques (si on en retranche la gestion). La majorité préfère les filières sélectives et plus ou moins explicitement professionnalisantes (de plus en plus souvent privées). Si on ne redéfinit pas et si on ne réaffirme pas clairement la spécificité de l'Université dans le paysage général de l'enseignement supérieur français, mis à part peut-être quelques établissements privilégiés, c'est tout le système universitaire français qui sombrera à brève échéance (à l'exception de la Médecine et d'une partie du Droit).

Face à la perspective d'un destin si funeste, s'opposer aux réformes tombées d'en haut, faire grève, manifester est nécessaire mais ne suffit plus, sauf à perdre la bataille de l'opinion et à assister impuissants à la désertion croissante de l'Université par les étudiants (et plus encore par les meilleurs étudiants). Le seul pari tenable est donc de faire émerger, venu de toutes les disciplines et des bords idéologiques les plus variés, un large consensus de la communauté universitaire sur ce que doit être selon elle l'Université. Si elle n'y parvient pas, elle aura toujours un temps de retard face aux réformes imposées d'en haut. Disons les choses plus précisément encore. Ce n'est pas seulement un consensus qu'il faut faire naître au sein de la communauté universitaire, c'est celle-ci qu'il convient en fait de créer car, il faut bien l'avouer, divisée entre les multiples disciplines spécialisées qui s'ignorent et se méprisent elle n'existe pas vraiment. L'acceptation de discuter transversalement et collectivement du statut même de l'institution universitaire revêt dès lors une dimension performative. Elle témoigne du désir de voir apparaître une telle communauté. Et c'est très probablement ce qu'ont au premier chef voulu signifier tous les collègues qui ont signé le Manifeste, quelques réticences qu'ils aient pu éprouver vis-à-vis de telle ou telle de ses propositions.

Le premier mérite du Manifeste est donc d'abord d'exister. Ce n'était pas gagné d'avance loin de là. Comment est-il né, se demandent sans doute certains critiques enclins à soupçonner une sorte de complot mandarin ? Assez simplement, en fait. Le numéro du MAUSS consacré à l'Université a rassemblé, comme toujours, des auteurs de bords fort divers qui malgré leurs divergences n'ont pas renâclé à cohabiter dans les mêmes pages et qui ne se sont pas sentis trahis par la présentation générale du numéro (que nous venons de résumer). Il y avait parmi eux des auteurs favorables à la loi LRU, d'autres qui lui sont violemment hostiles. Les propositions de réforme formulées par François Vatin et Alain Caillé n'avaient suscité aucune opposition déclarée et catégorique. C'était là une occasion inespérée de tenter de déplacer le champ usuel des débats et de se demander non pas tant qui est pour ou contre le gouvernement chacun optant comme il l'entend mais quelles sont les mesures que devrait soutenir une communauté universitaire responsable qui commencerait à exister et à se manifester comme telle ? Il fut donc décidé de consacrer une journée le 2 mai à discuter dans cette optique à une quinzaine de collègues de bords idéologiques variés. Le manifeste est une sorte de compte-rendu du consensus moyen atteint ce jour là et retouché par quelques allers et retours de courriers électroniques. Il a réuni des sensibilités suffisamment diverses, voire opposées pour qu'il semble valoir la peine de le rendre public. Nous voudrions maintenant, pour fixer les idées, résumer en quelques mots ce qu'il nous semble dire, ce sur quoi il ne dit rien et qu'il faudrait expliciter et, surtout, l'usage qui peut et devrait en être fait.

## Ce que dit le manifeste

Réduit à l'essentiel le Manifeste se prononce sur quatre points.

- ▶ Le premier, le plus important sans doute, affirme qu'il est impossible de penser correctement l'avenir de l'Université en France sans décider de la place spécifique qu'elle doit occuper au sein de l'ensemble du système de l'enseignement supérieur et, plus précisément de ses rapports avec les classes préparatoires, les IUT, les STS et les petites, moyennes ou grandes écoles, publique ou privées, tous secteurs aujourd'hui en croissance rapide au détriment de l'Université. Et qu'il faut donc que l'État se dote des moyens politiques pour piloter cet ensemble de façon cohérente, ce qui est aujourd'hui loin d'être le cas.
- ▶ Son rôle propre est celui de la production et de la transmission des connaissances. Il amène à considérer la recherche de la vérité et du savoir comme une fin valant pour elle-même. Voilà qui n'implique nul désintérêt pour les applications de ce savoir ou pour l'avenir professionnel des étudiants, mais qui suppose, au sein d'une hiérarchie enchevêtrée d'objectifs théoriques et pratiques la subordination des seconds aux premiers.
- ▶ Le Manifeste, ensuite, prend le risque d'aborder la question du recrutement des publics de l'Université en se risquant à utiliser le mot tabou de sélection (associé à celui d'orientation) qu'il nous faut bien commencer à dédramatiser une fois pour toutes. Il formule à ce propos deux propositions de bon sens : De bon sens politique tout d'abord : l'Université ayant pour mission de dispenser le savoir à tous ceux qui le désirent, elle doit garantir l'accès à l'enseignement supérieur à tous les bacheliers. Il faudrait par ailleurs, à notre sens, insister sur les missions de formation à la citoyenneté active que doit également assumer l'Université. De bon sens pédagogique : tous les cursus ne peuvent pas être également ouverts à tous les étudiants indépendamment de leur parcours antérieur et de leurs choix. L'Université ne pourra recommencer à jouer un rôle attractif que si elle sait mettre en place dès le premier cycle, parallèlement à des formations générales ouvertes universellement, des cursus aussi exigeants que ceux des classes préparatoires mais plus marqués qu'eux par les valeurs universitaires.
- ▶ Enfin, il est clair qu'aucune réforme de l'Université ne pourra avoir la moindre chance de succès si elle ne parvient pas à mobiliser à son profit la grande majorité des universitaires se reconnaissant dans ses objectifs. Le défi le plus important et le plus difficile est de donc de faire (re)naître un peu partout de véritables communautés universitaires cimentées par un esprit de collégialité.

## Ce qu'il ne dit pas

Ces quatre points, répétons-le, résument l'accord dégagé à une quinzaine de participants lors de la réunion du 2 mai. Il a déjà semblé suffisamment substantiel pour décider 5000 signataires nouveaux à s'y joindre. Il est clair que tel quel, il reste largement insuffisant. Au-delà de l'énoncé des principes généraux, il faudrait préciser leurs modalités concrètes d'application. Surtout, le Manifeste ne dit rien sur les points suivants, par exemple, tout aussi importants :

- ▶ Quel doit être le rapport de l'Université avec le CNRS et les grands organismes de recherche ?
- ▶ Qu'est-ce qu'une discipline scientifique ou académique ? Comment lutter contre la prolifération des micro-disciplines qui aboutit à une fragmentation généralisée et immaîtrisable du savoir ?

- ▶ Quel doit être le statut de l'interdisciplinarité en premier ou en second ou troisième cycle universitaire ? Comment l'Université qui recrute d'abord des spécialistes peut-elle s'armer pour mettre en Suvre la production et la transmission de connaissances qui sachent aussi échapper aux défauts de l'hypermécialisation ?
- ▶ Comment doit s'effectuer la gestion des carrières académiques ? Qui juge de l'excellence scientifique (et/ou pédagogique) des enseignants-chercheurs, et comment ? Selon quels critères et dans quelles instances ? Etc.

## Comment aller plus loin

Sur toutes ces questions le groupe des « premiers signataires », un peu élargi sans doute, pourra et devra tenter d'avancer un peu. Mais quelle est sa légitimité ? Quel peut être *in fine* le statut du Manifeste et de versions ultérieures du Manifeste qui pourraient être produites ? Quel rapport est-il possible d'envisager entre le groupe du Manifeste et les syndicats d'enseignants, de chercheurs, de personnels administratifs et d'étudiants, ou avec les différentes coordinations qui ont vu le jour ces dernières années ? C'est sur ces points que les incertitudes, les soupçons ou les agacements sont en fait les plus grands et qu'il faut donc tenter de s'expliquer brièvement. D'autant plus brièvement d'ailleurs qu'à toutes ces questions aucune réponse ne va a priori de soi. Le groupe des « premiers signataires » ne se pense nullement comme un groupe d'experts et ne s'attribue aucune légitimité ou représentativité particulière. Le seul mérite qu'il puisse se reconnaître est d'avoir su dire certaines choses non insignifiantes et potentiellement consensuelles à un moment où il fallait les dire parce que le déficit de parole publique audible sur l'Université crée une situation proprement délétère. L'unique garantie du bien fondé possible de son propos réside dans les signatures recueillies sur internet et dans la dynamique ainsi enclenchée.

Pour notre part nous voyons les choses ainsi. Le seul objectif qui vaille désormais est de faire naître au sein des universités une majorité d'opinion suffisamment massive et puissante pour s'imposer de manière incontournable au gouvernement. De ce point de vue l'intérêt du Manifeste est double : il permet d'une part de se compter et de préfigurer cette majorité potentielle. Il offre par ailleurs un cadre structuré a minima à la discussion. Qu'on approuve ou qu'on désapprouve les propositions qu'il formule, il invite à expliquer les raisons de l'approbation ou du rejet et à formuler sur tout un ensemble de points précis des propositions alternatives. Sur cette base la seule manière possible de procéder nous semble être la suivante : organiser dans chaque université des États généraux entre signataires du Manifeste, qui n'ont besoin d'être au départ d'accord sur rien, sauf sur la nécessité de débattre pour refonder l'Université et de le faire selon l'ordre suivi par le Manifeste. Dans chaque université un ou plusieurs coordinateurs se chargeront de synthétiser les débats et les positions finalement adoptées. De ces synthèses il ne devrait pas être trop difficile d'esquisser une synthèse générale à l'échelle nationale. Et après ? Et après nous ne savons pas. La seule chose qui nous paraisse claire est qu'il nous faut avancer au plus vite maintenant et que le meilleur moyen de le faire de manière constructive est de signer et de faire signer le plus largement possible le manifeste, même si l'on est loin d'être d'accord avec l'intégralité de ses propositions.

Alain Caillé, Philippe Chanial, Sylvain Dzimira, Anne-Marie Fixot

PS : On pourra lire les [« Onze modestes propositions de réforme de l'Université »](#) sur la RdMP.

---

[1] Et encore avec quels moyens ? Personne ne semble réfléchir à la solvabilisation de l'enseignement supérieur privé qui fonctionne de manière largement parasitaire.